

A g i s s o n s !

le climat change

#4 Mars 2010

Retrouvez la lettre aux élus sur www.onerc.gouv.fr

La lettre **aux élus** de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique

© René Carayol - Région Réunion

ÉDITO

Paul VERGÈS
Président de l'Onerc

La conférence de Copenhague a suscité bien des espoirs. Les annonces en faveur d'une limitation des émissions de gaz à effet de serre s'étaient multipliées dans les semaines précédentes et jamais autant de chefs d'État ne s'étaient réunis au chevet de notre planète.

Des avancées notables ont été faites, en particulier sur des engagements en faveur du financement de l'adaptation pour les pays en développement. Mais elles restent insuffisantes. Nous pouvons compter sur les experts du GIEC, qui ont toute notre confiance, pour éclairer nos choix et nous aider à prendre les bonnes décisions.

Tout cela renforce la nécessité de nous préparer aux effets néfastes du réchauffement. C'est le but de la concertation préalable au plan national d'adaptation de la France, qui a été lancée le 8 décembre dernier. Elle permettra d'engager, aux côtés de l'État, les collectivités et toutes les forces vives de la nation dans ce combat contre la dérive du climat que l'homme a provoquée de manière inconsidérée.

Le ministre d'État m'a demandé de présider cette concertation. C'est un honneur et une reconnaissance du travail entrepris par l'Onerc ces dernières années et qu'il faut poursuivre pour construire un futur possible pour les générations à venir. ●



L'élévation du niveau de la mer due au réchauffement climatique pourrait causer des dégâts semblables à ceux de la tempête Xynthia.

ACTU | Préparation du plan d'adaptation

L'accord de Copenhague reconnaît l'objectif de limiter l'augmentation de la température mondiale à 2°C. Il est nécessaire de se préparer dès maintenant à un climat plus chaud.

Le changement climatique est en cours, et nous en constatons déjà un certain nombre de conséquences qui ne feront que s'amplifier dans l'avenir. Si on ne peut pas invoquer le réchauffement, déjà sensible ces dernières années, dans les causes de la tempête qui a frappé la côte atlantique le 28 février dernier, les dégâts qu'elle a causés correspondent bien à ceux attendus à la fin du siècle du fait de l'élévation du niveau de la mer, et contre lesquels il faut se prémunir.

Un groupe de travail interministériel a recensé les impacts du changement climatique en chiffrant les coûts associés. Son rapport, paru en 2009, montre que ces coûts dépasseront plusieurs milliards d'euros par an en 2100. La difficulté de parvenir à un accord mondial sur la limitation des émissions de gaz à effet de serre, révélée à Copenhague en décembre dernier, rend encore plus nécessaire une politique d'adaptation aux effets du changement climatique.

En France, la Stratégie nationale d'adaptation a été validée par le Comité interministériel pour le développement durable, le 13 novembre 2006. La loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, adoptée le 3 août 2009, prévoit qu'un plan national d'adaptation pour les différents secteurs d'activité devra être préparé pour 2011. Il rassemblera des orientations ambitieuses sur des sujets aussi divers que la lutte contre les inondations et l'adaptation des zones littorales, l'évolution des forêts, la question de l'eau et l'adaptation de l'économie.

L'élaboration de ce plan fait l'objet d'une concertation lancée le 8 décembre dernier par Chantal Jouanno, secrétaire d'État à l'Écologie, et réunissant les collèges du Grenelle Environnement. Cette concertation, placée sous la présidence de Paul Vergès, président de l'Onerc, est structurée en trois groupes traitant de thèmes transversaux (biodiversité, eau, santé, risques naturels) pour le premier, de thèmes sectoriels (énergie, tourisme, agriculture, infrastructures de transport et cadre bâti) pour le deuxième et des moyens (financement, recherche, gouvernance, éducation-information) pour le troisième. Ils sont présidés respectivement par le député Michel Havard, le climatologue Jean Jouzel et le député Martial Saddier.

Les régions d'Outre-mer seront consultées d'ici à l'été et les recommandations issues de la concertation nationale seront soumises à l'avis des régions métropolitaines en septembre-octobre. Cette vaste concertation sera un apport essentiel pour la préparation du plan national d'adaptation de la France au changement climatique.

➤ www.developpement-durable.gouv.fr/adaptation



p. 2
Focus

Sylvie JOUSSAUME,
du CNRS
Le GIEC : unique
au monde



p. 3
Interview

Martial SADDIER,
député de
Haute-Savoie
Commencer dès
maintenant



p. 4
Expérience
locale

LIMOUSIN :
générations 2027
Un exemple
de concertation
aboutie

Clés

GIEC

Groupe d'experts
intergouvernemental
sur l'évolution du climat

Intergovernmental panel
on climate change (IPCC)

193 pays membres

Création

En 1988, à la demande du G7,
par l'Organisation météorologique
mondiale (OMM) et le programme
des Nations Unies pour
l'environnement (PNUE)

**Prix Nobel
de la paix**

Attribué en 2007, conjointement
avec Al Gore

En France

Le secrétaire général de l'Onerc
est le « point focal » du GIEC
pour la France

FOCUS | Le GIEC**Un groupe d'experts unique au monde**

Les rapports du GIEC servent de base aux décideurs dans les négociations internationales sur le climat. S'appuyant sur des publications reconnues et des rédacteurs représentatifs des différents points de vue, leur méthode d'élaboration garantit leur valeur scientifique et leur objectivité.



Sylvie JOUSSAUME
Directeur de recherche
au CNRS

Directrice du Groupement
d'Intérêt Scientifique « Climat-
Environnement-Société »
Membre du conseil
d'orientation de l'Onerc

Mis en place en 1988, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a pour mission de rendre compte de l'état des connaissances scientifiques relatives au changement climatique, à ses impacts et aux moyens de l'atténuer. Pour ce faire, il produit régulièrement des « rapports d'évaluation » qui constituent des outils indispensables pour les négociations internationales sur le climat. Quatre ont été publiés en 1990, 1995, 2001 et 2007. En 2009, le GIEC a défini le plan de son cinquième rapport d'évaluation (AR5), à paraître en 2014.

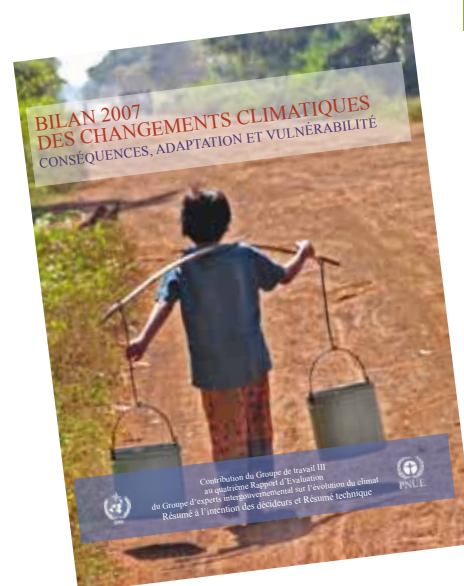
Une valeur scientifique largement reconnue

Ces rapports font la synthèse d'un grand nombre de publications scientifiques, techniques et socio-économiques dont la valeur scientifique est largement reconnue, qui sont disponibles publiquement à l'échelle internationale et sont principalement parues dans des revues scientifiques à comité de lecture. Plusieurs milliers de spécialistes participent à la rédaction et à la relecture du rapport

du GIEC. Les principaux points de vue et compétences scientifiques doivent être représentés parmi ces rédacteurs. La participation, en nombre suffisant, d'experts et de représentants des pays en développement est en outre favorisée par la prise en charge de certains frais par le budget du GIEC. La synthèse du rapport destinée aux décideurs est approuvée par l'ensemble des 193 pays membres et sert de base aux négociations internationales.

Un modèle reproductible

Cette démarche, qui présente une garantie d'objectivité et non d'infailibilité, est unique au monde et pourrait être reproduite pour d'autres sujets, comme l'étude de la biodiversité ou la sécurité alimentaire.



en savoir+
www.ipcc.ch

L'un des trois volumes
du dernier rapport du
GIEC traite notamment
des réponses adaptatives
au changement
climatique.

IDÉES REÇUES | Il n'y a pas de remise en cause du réchauffement climatique

Vrai

Il existe une marge d'incertitude dans les estimations du GIEC

Les résultats du GIEC sont toujours présentés avec un intervalle d'incertitude autour de la valeur la plus probable. Intervalle qui correspond aux différences entre les modèles utilisés et aux hypothèses sur les émissions futures de gaz à effet de serre. Mais cette incertitude ne remet pas en cause les projections de réchauffement de la planète. ●

faux

Le changement climatique actuel est dû à des causes naturelles

Les variations naturelles du climat, notamment celles liées à l'activité du soleil, ne peuvent pas expliquer l'importance du changement climatique constaté depuis un siècle. Leur impact est très faible par rapport à celui de l'augmentation de la concentration des gaz à effet de serre due aux activités humaines. ●

INTERVIEW | Martial SADDIER

Télex

Adaptation : il faut commencer maintenant

Dans le cadre de la concertation préalable au plan national d'adaptation, Martial Saddier, député de Haute-Savoie, préside le groupe de travail sur le financement, la recherche, la gouvernance, l'éducation et l'information.



« La concertation va permettre de mobiliser l'ensemble de notre société »

Quelles raisons justifient l'adaptation ?

Les effets du changement climatique seront considérables et la France ne sera pas épargnée. Le groupe interministériel sur les impacts et les coûts associés a fourni des chiffres édifiants. L'augmentation des températures et la baisse des

précipitations en été entraîneraient un déficit en eau de 2 milliards de m³, et ce sont les zones qui sont déjà en situation délicate qui seront les plus touchées. En Languedoc-Roussillon, plus de 100 000 logements pourraient être affectés par l'élévation du niveau de la mer. Les phénomènes de retrait et de gonflement des sols argileux soumis à des sécheresses répétées pourraient endommager de nombreuses habitations et coûter plusieurs centaines de millions d'euros par an. Et la baisse de l'enneigement va mettre en danger l'économie touristique des stations de moyenne montagne.

Faut-il vraiment commencer maintenant ?

Face à ces constats, et même si ces effets ne se feront sentir que dans plusieurs décennies, on ne peut rester les bras croisés : il faut commencer à préparer nos territoires. L'adaptation de nos infrastructures et la prise en compte de ces problèmes nouveaux est un travail de longue haleine. S'engager dès aujourd'hui, c'est construire notre avenir les yeux ouverts plutôt que de subir les événements. Une action

anticipée permettra un étalement des efforts et de leur coût et une sensibilisation progressive de chacun.

Quel rôle jouez-vous dans la concertation ?

La ministre m'a demandé de présider le groupe chargé d'étudier les moyens nécessaires à cette adaptation. Cela concerne les moyens financiers bien entendu, qui seront à trouver en tenant compte d'une situation économique difficile, mais aussi tout ce qui nous permettra de mieux comprendre ces phénomènes et nous aidera à prendre les bonnes décisions. Il faut, pour cela, renforcer la recherche dans tous les domaines, y compris en sciences sociales et humaines. L'acceptation des changements de notre environnement, d'une part, et de notre société, d'autre part, suppose une prise de conscience collective, pour laquelle un gros effort d'éducation, de formation et d'information est nécessaire. La concertation va permettre de mobiliser l'ensemble des acteurs publics et privés de notre société, car tous les niveaux seront concernés : les individus, les ménages, les entreprises, les collectivités et l'État.

COPENHAGUE : DES FINANCEMENTS SOLIDAIRES

Au 15 février 2010, 92 pays avaient souscrit à l'accord de Copenhague. Pour permettre des actions d'atténuation et d'adaptation dans les pays en développement, les pays développés se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020. Ils sont également convenus de fournir, sur 2010-2012, un financement anticipé additionnel de 30 milliards de dollars.



BON BILAN 2009 DU GRENNELLE ENVIRONNEMENT

88% des engagements du Grenelle Environnement qui devaient être réalisés avant fin 2009 ont été tenus. Le bilan des réalisations en 2008 et 2009, ainsi que la liste de celles prévues en 2010 sont en ligne sur le site Internet.

www.legrenelle-environnement.fr

NOUVEAU SITE POUR LE MEEDDM

Le ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer a mis en ligne une nouvelle version de son site Internet. Complet, simple et opérationnel, il apporte toutes les clés pour comprendre les grands enjeux liés au développement durable. Des services pratiques sont également proposés : alerte météo, qualité de l'air, trafic routier...

www.developpement-durable.gouv.fr

Impacts : La consommation électrique à l'horizon 2100

Évolutions imputables au changement climatique*

Baisse globale d'environ 3 %

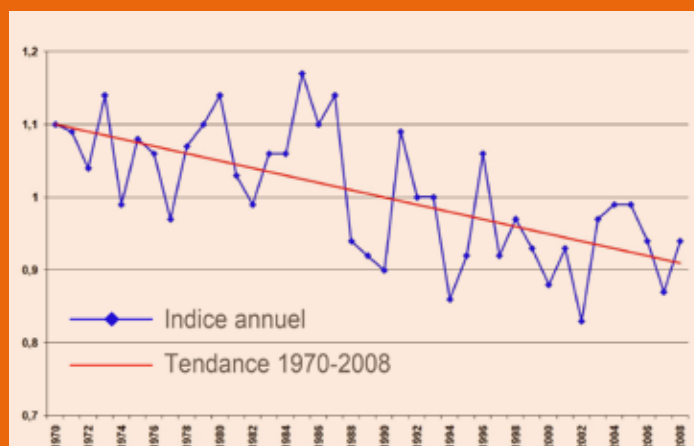
Baisse en hiver mais hausse en été liée à la climatisation

Fortes disparités régionales :

- Augmentation de 4 % à Agen
- Baisse de 6 % à Strasbourg
- Baisse de 3 % à Lille

* Estimations publiées dans le rapport de l'Onerc

Indicateur : Indice de rigueur climatique



Cet indice permet de caractériser la rigueur de la période hivernale d'une année – qui nécessite le chauffage des habitations – par rapport à la moyenne sur 1976-2005.

Ainsi, un indice de 0,9 indique que la période hivernale de l'année considérée a été plus douce que la moyenne sur la période de référence (1976-2005). On peut en déduire que cette année-là, la consommation sensible au climat a été de 10% inférieure à ce qu'elle aurait été avec un climat « normal ».

L'indice de rigueur climatique affiche une baisse sensible, notamment depuis 1988, ce qui coïncide avec l'augmentation significative des températures de l'air en métropole.

EXPÉRIENCE LOCALE | Concertation

Limousin : générations 2027

Dans le Limousin, l'élaboration du Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT) a donné lieu à une large concertation avec toutes les forces vives de la région. Cette démarche a permis d'enrichir le projet et de sensibiliser la population aux défis à venir, notamment climatiques et énergétiques.



Les 18 rencontres territoriales organisées en 2008 s'accompagnaient d'une exposition sur les défis à relever.

Trois années ont été nécessaires pour élaborer le SRADDT du Limousin. Un délai qui s'explique par la vaste concertation menée par la Région, qui a permis à 2 000 personnes de s'exprimer sur les trois grands défis que le Limousin doit relever : le défi démographique, le défi climatique et énergétique, et le défi de l'ouverture et de la mondialisation. Un blog dédié au SRADDT permettait de suivre l'avancée des travaux.

Six conférences thématiques

Pour la phase prospective, qui consistait à imaginer le Limousin à l'horizon 2027, cinq groupes thématiques réunissant des acteurs locaux ont été mis en place.

Pour nourrir leur réflexion et sensibiliser la population à l'avenir de la région, six conférences thématiques se sont tenues à l'Hôtel de région, à Limoges. Celle du 13 décembre 2006, intitulée « Face aux enjeux climatiques et énergétiques, la société limousine est-elle prête à vivre autrement ? », a attiré près de 120 participants !

Avant de passer à la phase stratégique, une « conférence de citoyens » a été organisée en 2007. Vingt-et-une personnes représentatives de la population régionale ont suivi des formations et participé à des réunions sur les différents thèmes du SRADDT, afin de se forger leur propre opinion. Elles ont ensuite rédigé collectivement, à l'attention des élus régionaux, leurs avis et recommandations.

Débat avec les habitants

La phase stratégique a, elle, été jalonnée de 18 rencontres territoriales à travers tout le territoire. Réunissant jusqu'à 150 participants, elles ont permis au Conseil régional de présenter le projet de SRADDT et d'en débattre avec les habitants.

Le SRADDT a finalement été adopté en juin 2009. Sa mise en œuvre s'apprête à démarrer. Elle sera suivie par le comité stratégique mis en place en 2006. Composé d'environ 120 acteurs locaux, il participera à la définition des indicateurs de suivi et examinera chaque année leur évolution.

en savoir +

www.region-limousin.fr/2027

« L'une des clés de la réussite »



Emmanuel CAU
Vice-président
du conseil régional
du Nord-Pas de Calais

« Pour élaborer notre plan climat régional, nous avons créé, en 2008, un comité de pilotage réunissant la

Région, les deux Départements, l'État et l'Ademe, et constitué six groupes de travail composés de toutes les parties prenantes du territoire : entreprises, syndicats, associations, institutions, universités... S'appuyant sur l'état des lieux effectué par le comité de pilotage, chaque groupe a travaillé sur un thème, comme les économies d'énergie ou les changements de comportement. Cinq cents personnes environ ont participé aux 18 réunions qui ont été organisées. Le plan climat a été adopté en juin 2009. Aujourd'hui, nous sommes en train de créer un pôle de ressources climat régional et d'établir le tableau de bord de la mise en œuvre du plan. Celle-ci sera facilitée par la concertation que nous avons menée car toutes les parties prenantes ont partagé le constat qui a été établi, les priorités qui ont été définies et les actions qui ont été décidées. Dans le domaine de l'adaptation et de la lutte contre le changement climatique, qui nécessite la mobilisation de l'ensemble de la société, la concertation est l'une des clés de la réussite. »

www.nordpasdecalais.fr

ONERC | Le relais français de l'appel à auteurs pour le prochain rapport du GIEC

Le 5^e rapport du GIEC, dont le plan a été validé en octobre 2009, sera rendu en 2014. Il établira le bilan mondial des connaissances scientifiques sur le changement climatique : science du climat (groupe de travail 1) ; impacts, vulnérabilités, adaptation (groupe de travail 2) ; atténuation du changement climatique (groupe de travail 3). Les travaux de rédaction commenceront en 2010.

Point focal du GIEC pour la France, l'Onerc a coordonné l'appel à auteurs vers des experts français ou travaillant en France, reconnus au niveau international, auteurs de publications dans les revues scientifiques à comité de lecture, spécialisés dans les domaines de l'évolution du climat, de l'atténuation ou de l'adaptation au changement climatique.

www.onerc.gouv.fr



Le climat change, agissons !

Édité par l'Onerc
Ministère de l'Écologie,
de l'Énergie, du Développement
durable et de la Mer
La Grande Arche, Paroi Nord
92055 La Défense Cedex
Tél. : 01 40 81 99 89

Directeur de la publication : Paul Vergès
Rédacteur en chef : Nicolas Bériot
Comité de rédaction : Nicolas Bériot,
Dominique Blanc, Vincent Bourcier,
Michel Galliot, Maryline Loquet
Rédaction : Marilyn Deret, Michel Galliot,
Sylvie Joussaume, Younous Omarjee, Martial Saddier

Conception - réalisation : idcommunes
Imprimé en France par : RP Diffusion
Routage : Euromail
Dépôt légal : mars 2010 - ISSN 2106-8445
Abonnement par mail à :
onerc@developpement-durable.gouv.fr